

Nouvelles locales du vendredi 10 janvier 2014

@rib News, 10/01/2014 | Coopération - La Belgique met en garde le Burundi que des mesures peuvent être prises   son
 encontre suite aux différentes lois qui sont en train de mettre en place d une manière controversée. Selon les propos du
 ministre belge des relations extérieures, son pays ne va pas hésiter   prendre toutes les mesures qui s imposent afin de
 ramener les autorités burundaises   la raison. Didier Reynders fait constater que les lois votées et mises en place au
 Burundi le sont d une manière forcée et contre le gré des concernés. Il ajoute aussi que m ame les textes d oj  en
 mais qui suscitent des inquiétudes de la part des concernés pourront être attaqués dans le but d obtenir leur annulation
 ou leur révision. [rpa/bonesha]

  Politique - L ADC-Ikibiri affirme que les questions liées aux problèmes fonciers devraient être étudiées après la mise
 en place de la CVR. Selon le président de cette alliance, c est cela qui avait été convenu   Arusha entre les politiques
 burundais afin de déterminer d abord les circonstances propres   chaque cas dans l esprit de la réconciliation nationale.
 Léonce Ngendakumana ajoute que cette alliance ne soutient pas les usurpateurs de biens, mais plutôt les acquéreurs de
 bonne foi qui doivent être protégés par la loi afin que personne ne soit victime d une erreur dont il ne connait pas les
 origines. Il constate que cette question n a rien d ethnique mais plutôt que le gouvernement veut la récupérer et l e
 des fins de propagande. Il demande au président de la République d annuler cette loi puisqu elle peut entraîner le
 pour le pays. Il a profité de cette occasion pour affirmer que cette alliance va répondre aux échéances électorales de
 2015 afin de redresser les choses et redorer l image du Burundi. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro]

  Sécurité - Une personne a été tuée sur la colline Bunyarukiga de la commune Gashoho en province Muyinga dans la nuit de ce jeudi   vendredi.

Selon des sources sur place, la victime a re su des coups de couteau un peu partout sur son corps et a succombé   ses
 blessures quelques temps après. Selon des sources policières, il était en train de veiller dans son champ de haricots
 quand il a été attaqué. La police ajoute également qu une personne a été arrêtée dans le cadre de faire des
 ce sujet. [rpa/isanganiro]

  Une personne a été tuée sur la colline Buhengeri de la commune Gatara en province Kayanza
 dans la nuit de ce jeudi   vendredi. Selon des informations recueillies sur place et confirmées par l administrateur de cette

commune, il était vers 19h de ce jeudi qu Ernest Kwizera  g  de 19ans, accompagné de deux de ses voisins, s 
 introduit dans le ménage de Bangirinama Sim on, son père  g  de 51 ans. Ils ont tous ensuite attaqué le vieux sans

d offense et ils l ont tué   l aide des coups de machette. Selon toujours l administrateur de Gatara, des conflits f
 seraient   l origine de cet acte dans cette commune la plus peuplée de tout le pays. Mamerte Nduwimana précise que

depuis quelques temps, Ernest Kwizera (6 me fils de la victime) demandait   son père de lui donner une portion de
 terre afin qu il puisse se marier, mais ce dernier refusait arguant que tous ses 9 enfants doivent être présents afin de

procéder   un partage entre tout le monde. Elle précise aussi que les trois personnes accusées de ce meurtre ont été
 arrêtées et sont incarcérées au cachot de la police   Gatara où leur dossier est en cours de confection.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]   Justice - Le syndicat des magistrats du Burundi réagit après la mutation par le ministre de
 la Justice des magistrats qui avaient siégé dans une affaire mettant en cause un journaliste du journal Syfia des Grands

Lacs soupçonné de meurtre d une personne au Tribunal de grande instance de Ngozi. Ces derniers ont été reproché
 d avoir divulgué le secret d une affaire en délibéré. Mais, le président du SYMABU trouve qu il s agit

pouvoir exécutif dans le fonctionnement de l appareil judiciaire. En effet, Jean de Dieu Nduwimana trouve que ces juges
 ont été plutôt courageux en refusant de remettre en audience publique une affaire d oj  en délibéré alors qu il n

d t ments nouveaux. Il d ploire aussi le fait que des membres du Parquet près la Cour d appel de Ngozi osent a
 fouiller dans les bureaux des juges afin de prendre par force un dossier. Cela montre qu il y a des autorités qui veulent

dicter aux juges les décisions   rendre. Il demande au président de la République de soutenir l ind pendance des
 magistrats et d annuler cette décision de mutation. Aux juges, il demande de militer sans peur pour leur indépendance e

  la population de s insurger contre l ing rence des autres pouvoirs dans le travail de la justice afin que des décisions
 dignes soient rendues. Enfin, il demande au ministre de la justice de ne pas diviser les juges en inventant des fautes

dont les punitions semblent être loin de celle que les juges en question ont subit. [rpa/bonesha/isanganiro] - Le bâtonnier
 près la Cour d appel de Gitega s impose contre les mandats d arr ts émis ce mercredi par le Parquet près la C

corruption contre le bâtonnier de Bujumbura. Selon Maître Raphaël Gahungu, le parquet ne peut pas émettre un
 mandat d arr t avant d avoir entendu le présumé coupable quand bien m ame des charges lui sont reprochées.

que toute personne peut être arrêtée, mais que la procédure doit être respectée. Il trouve que m ame si des charges
 pèseraient contre Maître Isidore Rufyikiri, il ne pouvait pas s  vader puis qu avant que les juges ne se prononcent,

personne m ame emprisonnée est présumée innocente. Il remercie le Procureur général près cette Cour qui a pris la
 décision d annuler les deux mandats d arr t qui avaient déjà été émis contre Rufyikiri. [isanganiro] - Les pris

politiques de la prison de Murembwe dans la ville de Rumonge se lamentent qu ils ne comparaissent pas devant le juge
 et que leurs dossiers n avancent pas depuis qu ils sont incarcérés. S estimant   180 personnes, la plupart se r

anciens combattants du FNL et affirment qu elles n ont m ame pas bénéficié d une liberté provisoire après
 entre ce mouvement et le gouvernement burundais m ame si cela était stipulé. D autres font savoir qu elles ont été

arrêtées en 2010 après les élections tandis que d autres encore font savoir qu ils sont membres du parti MSD. Le
 directeur de cet établissement pénitentiaire admet seulement un nombre de 100 personnes mais jette le sort   la justice

qui est lente dans le traitement de leurs dossiers. [bonesha/isanganiro]   Education - Le syndicat STEB s inqui te de
 l attitude du gouvernement de ne pas vouloir mettre en application ce qu il s est convenu avec les syndicats des

enseignants. Selon la présidente de ce syndicat, il est d plorabile que le gouvernement envoie des émissaires aux
 négociations avec les enseignants, mais qu il se retire par après au moment de la mise en application des conventions.
 Eularie Nibizi trouve que le gouvernement leur a trompé en envoyant des personnes négociateur tout en sachant qu il ne va
 pas appliquer ce qui s est convenu. Il trouve que le gouvernement devient de plus en plus menteur et annonce que le jour
 viendra où des mesures contraignantes seront prises par les enseignants contre le gouvernement. Selon elle, personne

ne peut supporter lâ€™injustice que les enseignants subissent sur le lieu de travail. [bonesha]- Le syndicat CONAPES trouve quant à lui que c’est la ministre de la fonction publique qui veut changer la promesse tenue. Le président de ce syndicat estime qu’il y a des irrégularités qui ne peuvent pas être tolérées par les enseignants surtout dans le système de considération des diplômes où 6 catégories de diplômes ont été mises sur un même pied d’égalité dans le traitement salarial. Emmanuel Mashandari trouve aussi que les catégories et les échelons ont été ignorés alors que ce sont des critères déterminants dans le traitement des fonctionnaires publics. Il trouve que la ministre de la fonction publique ment au gouvernement et l’a induit de ce fait en erreur. [bonesha] ĩ Sociétés - D’ailleurs ce vendredi une opération de grande envergure dans la ville de Bujumbura où des maisons et kiosques construits anarchiquement seront détruits. Le ministre des travaux publics et de l’urbanisme indique qu’il s’agit d’une opération qui a pour but de rendre la ville de Bujumbura propre et conforme aux normes internationales en cette matière. Jean Claude Nduwayo précise qu’il n’y aura pas de favoritisme et que toutes les maisons et tous les kiosques ne remplissant pas les règles de l’urbanisme seront détruits sans considération du rang de son propriétaire. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb]